

Interview de Leo Tindemans: la Turquie et l'Union européenne (Bruxelles, 24 février 2006)

Source: Interview de Leo Tindemans / LEO TINDEMANS, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Bruxelles: CVCE [Prod.], 24.02.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:04:15, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_leo_tindemans_la_turquie_et_l_union_europeenne_bruelles_24_fevrier_2006-fr-a0508624-19da-4748-b2bf-dbc34d3d7c1.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Leo Tindemans: la Turquie et l'Union européenne (Bruxelles, 24 février 2006)

[Étienne Deschamps] Comment vous, personnellement, voyez-vous la question, si je puis dire, la question turque aujourd'hui? Quelle est votre position par rapport à l'éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne?

[Leo Tindemans] Tout d'abord, j'aimerais qu'on soit très clair dans cette question. Par exemple, vous savez aux Pays-Bas, en France, on a voté contre la Constitution, parce qu'on ne voulait pas que la Turquie entre et devienne membre de la Communauté. Or, la Constitution n'avait rien à voir avec l'adhésion turque. Même maintenant, donc après le rejet de la Constitution, on peut décider que la Turquie devienne membre de l'Union européenne. Donc, ça c'est une chose équivoque, enfin, à l'extrême je dirais presque. Deux, moi je trouve scandaleuse la façon dont on a traité la Turquie. C'est un pays de 60 millions d'habitants, universités, que sais-je, armée, membre de l'OTAN, etc. Je sais bien, il y a combien? 40 % de la population qui est illettrée ou que sais-je, mais donc, c'est un pays... Et ça fait quarante ans maintenant qu'on parle avec eux et je trouve ça scandaleux. J'étais aux Affaires étrangères en 1982 quand, donc, de nouveau, leur demande d'adhésion a été introduite, déposée, à peu près en même temps que le Maroc. Bon, on se réunissait avec le Conseil des ministres des Affaires étrangères à Luxembourg et la Belgique avait la présidence en 1982. Donc, première question à l'ordre du jour: le Maroc. En deux minutes, c'était liquidé: «Ce n'est pas possible, ce n'est pas un pays européen. Fini. La Turquie...» Et la Turquie, jusqu'à aujourd'hui, on n'a jamais eu le courage de dire oui ou non. Aurait-on dit «non» à l'époque, la Turquie aurait été mécontente, mais pas trop. «Bon, nous comprenons, n'y a-t-il pas moyen de faire un accord spécial?» Etc. Et la Turquie aurait marché comme ils étaient très contents d'être membre de l'Union douanière, enfin, de la Communauté douanière.

[Étienne Deschamps] La Communauté douanière du Conseil de l'Europe, fondateur... État fondateur du Conseil de l'Europe.

[Leo Tindemans] Et donc, là, à cette réunion à Luxembourg, un membre, à un moment donné, disait: «Ce n'est pas possible, on l'a dit pour le Maroc, ce n'est pas un pays européen, la Turquie n'est pas un pays européen.» Et au moment où nous nous réunissions, le Conseil de l'Europe était en réunion sous la présidence turque. La Turquie avait la présidence de l'Union, l'autre organisation, hein, l'Union de l'Europe. Comment peut-on dire «ce n'est pas l'Europe»? Ou bien, il faut être logique avec soi-même et donc cette ambiguïté... et je trouve ça scandaleux, parce qu'alors, on a inventé toutes sortes de choses: ah, il y a les droits de l'homme, ah, il y a... Bon, deux ans plus tard: ah, mais les droits de l'homme, il y a une amélioration, mais il y a encore, que sais-je moi, la position de la femme. Et jusqu'à aujourd'hui, on invente toujours de nouveaux handicaps, de nouveaux points qui doivent être d'abord résolus, etc. Alors, avec un pays comme la Turquie, ça n'est pas permis. On aurait dû dire très vite oui ou non. Mais nous allons voir les réglementations spéciales, etc. Maintenant, les centristes en France disent «règlement spécial», etc. Les Américains disent «tout de suite», parce que pour eux ça n'existe pas. Mais on voit en Irak maintenant, hier encore la guerre civile est à la porte, enfin, donc, avec les sunnites et les chiïtes. Mais pour les Américains, on fait des élections, on a une majorité, on fait un gouvernement et c'est fini. Ça n'est pas vrai. Ça n'est pas vrai. Les problèmes ethniques, les problèmes religieux, etc., c'est une réalité, parfois plus forte que la réalité légale. Et donc, moi je regrette énormément cette attitude, encore une fois, équivoque avec la Turquie. Je dénonce cela.